

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 4

MONTRÉAL, LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 JANVIER 1996 4 CAHIERS - 1,75 \$ + TPS + TVQ

**ÉDUCATION**

La qualité des outils pédagogiques

PAGE D 1



**LES ARTS**

Guy Nadon de Bergerac

PAGE B 1



**ÉDITORIAL**

Mort et renaissance de l'Europe

PAGE A 6

**L'ÉCONOMIE**

Les consommateurs japonais à l'heure de l'austérité

PAGE B 1

**PERSPECTIVES**

## Prévenir la catastrophe

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont réunis jeudi pour examiner les moyens à prendre en vue d'apaiser les sanglantes tensions ethniques et politiques entre la majorité hutue et la minorité tutsie au Burundi. Ils ont décidé de ne rien faire malgré un appel pressant du secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, qui redoute une répétition de la tragédie rwandaise. Le haut commissaire aux réfugiés, Mme Sadako Ogata, se rendra demain au Burundi pour évaluer la situation. Nos informations en page C 5.

Le Burundi est secoué par une violente lutte pour le pouvoir qui a commencé en octobre 1993 lors de l'assassinat de Melchior Ndaye, premier président hutu, élu démocratiquement quelques mois auparavant. Depuis lors, le pays connaît une vague de meurtres, de massacres et d'arrestations arbitraires qui ressemble aux événements qui se sont déroulés au Rwanda — là aussi entre la majorité hutue et la minorité tutsie — avant le début du génocide, le 6 avril 1994. Selon les rapports de nombreuses organisations non gouvernementales — dont Médecins sans frontières —, la violence politique fait «des centaines de morts par mois», particulièrement dans des régions inaccessibles du pays. Plus de 100 000 personnes auraient été tuées depuis deux ans. L'atmosphère est à ce point tendue dans le pays que les organisations humanitaires ont décidé de réduire ou d'interrompre leurs activités.



Jocelyn Coulon

Pour M. Boutros-Ghali, le Burundi est au bord de la guerre civile. La lettre qu'il a fait parvenir au début de la semaine aux membres du Conseil de sécurité est sans ambiguïté. Il n'hésite plus à parler de génocide. «La situation des droits de l'homme révèle une tendance de plus en plus marquée à un génocide de caractère socioethnique et les auteurs de ces actes continuent de jouir de l'impunité», écrit-il.

Pour prévenir une catastrophe «à la rwandaise», le secrétaire général a demandé aux membres du Conseil de sécurité d'examiner les propositions qu'il avait déjà faites en août 1994. À cette époque, il proposait le maintien au Zaïre — un pays voisin — d'une force militaire qui pourrait intervenir rapidement dans l'éventualité d'un affrontement ethnique de grande ampleur au Burundi. Il proposait aussi de déployer un contingent de gardes de l'ONU, sur le modèle de ceux qui ont été envoyés en Irak, pour protéger les équipes des organisations humanitaires.

Ces propositions ont été reçues dans l'indifférence générale par les membres du Conseil de sécurité. Cette semaine, l'accueil a été tout aussi glacial. Non seulement le gouvernement burundais — une fragile coalition de Hutus et de Tutsis prise en otage par les militaires tutsis qui contrôlent effectivement le pays — s'oppose au plan de M. Boutros-Ghali, mais pas un seul pays ne s'est montré disposé à fournir des soldats pour la force déployée au Zaïre. En fait, les États membres font face à un sérieux dilemme: d'un côté, ils sont paralysés à l'idée de déclencher un massacre en annonçant leur intention de créer cette force; de l'autre côté, si l'ONU ne fait rien, le massacre peut survenir.

Incapables de trancher, les membres du Conseil ont décidé jeudi qu'ils avaient «besoin de plus d'information» avant de se prononcer sur les propositions de M. Boutros-Ghali. En attendant, un ambassadeur a souligné que le sentiment dominant est que le Conseil doit seulement envoyer un «message politique ferme» aux factions qui déstabilisent le Burundi. C'est exactement ce que les membres du Conseil avaient décidé de faire quant à la situation au Rwanda avant le 6 avril 1994. On connaît la suite.

Devant l'inaction de la communauté internationale, le secrétaire général de l'ONU devra donc compter sur les talents de son nouveau représentant spécial au Burundi, le Canadien Marc Faguy, pour trouver des «solutions» aux problèmes de ce pays. Celui-ci est arrivé à Bujumbura il y a une semaine. Selon un diplomate occidental posté aux Nations unies, une des avenues que va explorer M. Faguy est un plan de partage du pouvoir qui assurerait à la minorité tutsie — 15 % de la population — une bonne place dans les instances politiques du pays. Car le problème de fond est de convaincre les Tutsis, qui dominent toutes les institutions du pays, de partager le pouvoir avec les Hutus — 85 % de la population — sans qu'ils ne craignent d'être éliminés par ces derniers.

Tout un programme pour le diplomate canadien. Et rien n'indique qu'il pourra réussir. Après tout, au Rwanda, l'ONU avait aussi le mandat de réconcilier les Hutus — qui disposaient du pouvoir — avec les Tutsis, dont les représentants étaient en exil dans les pays voisins. Ce plan n'a pas fonctionné. Il faut maintenant espérer que M. Faguy n'assistera pas — comme son compatriote au Rwanda, le général Roméo Dallaire — à un génocide qu'on sait maintenant imminent.

## Malgré tout



PHOTO JACQUES GRENIER

C'EST hier qu'a ouvert le parc des Îles, à l'île Sainte-Hélène et à l'île Notre-Dame, avec ses glissades sur pneus et ses patinoires. Malgré le froid, Gilles Lamontagne et sa fille Julie en ont abondamment profité.

## L'hôpital Fleury maintient sa directive

«Un homme est mort et c'est malheureux. Mais tout a été fait pour le sauver»

SYLVAIN BLANCHARD  
LE DEVOIR

Vingt-quatre heures après que le coroner en chef a ordonné une enquête sur les récents événements survenus à l'hôpital Fleury, la direction de l'établissement a pris la décision, hier, de «garder intacte, pour le moment», sa directive interdisant à son personnel en réanimation de porter secours à un individu en difficulté à l'extérieur de ses murs.

Cette directive, largement publicisée depuis qu'un septuagénaire (Michele Rainone) s'est effondré, mercredi, à 15 pieds de l'entrée de la clinique externe de l'hôpital Fleury, victime d'une crise cardiaque, sera cependant coiffé prochainement «d'un préambule qui rappellera au personnel que le bon sens et le jugement doivent primer en toutes circonstances».

VOIR PAGE A 8: FLEURY

## Nouvelles menaces contre les souverainistes

Canular ou danger réel? La police enquête

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Le Devoir a reçu hier matin une nouvelle lettre de menaces du présumé groupe terroriste Anglophone Assault Group qui s'était manifesté la semaine dernière et qui menace maintenant de commencer ses actions en tuant un «employé masculin de la fonction publique québécoise raciste».

La lettre réitére également des menaces de mort envers Lucien Bouchard, et cette fois-ci envers les enfants du chef souverainiste.

L'envoi de cette lettre a donné lieu hier à une mobilisation générale des corps policiers impliqués dans ce dossier.

Mais il n'est pas exclu que cette nouvelle lettre ait été produite par un illuminé inspiré par les informations diffusées la semaine dernière: la lettre, rédigée en anglais, comporte en effet plusieurs fautes d'orthographe, elle semble avoir été rédigée avec un autre logiciel de traitement de texte que la première lettre, et, contrairement à la semaine dernière, le texte ne se présente pas comme un communiqué de presse officiel mais plutôt comme une suite de paragraphes plus éclatés.

Toutefois, le texte précise qu'il ne sert à rien de procéder à des analyses «ineptes» de la lettre puisque «we will never formulate any particular pattern».

VOIR PAGE A 8: MENACES

## Johannesburg ou la peur

«Un meurtre toutes les 30 minutes, un viol toutes les 18 minutes, un vol de véhicule toutes les six minutes, un cambriolage toutes les deux minutes.» Dans le monstre johannesbourgeois, pas besoin de voir le crime pour se sentir menacé. Une sorte de malédiction tangible pèse sur la cité, comme pour lui rappeler qu'elle n'a pas été créée parce qu'il y faisait bon vivre. Les réflexes des Sud-Africains blancs sont la parfaite illustration de ce que signifie la peur vécue au quotidien. En entrant dans la voiture, on verrouille les portes de l'intérieur. Pas question de rouler vitres baissées dans Johannesburg, où il faut même y réfléchir à deux fois avant d'entretenir une fenêtre pour cueillir le journal, venu de nombreux feux de circulation. Règles d'or: ne pas s'habiller coquettement, cacher soigneusement son portefeuille et sa caméra. Dans quelques quartiers, on pense se doter bientôt d'une patrouille privée. Les gens ont des chiens, des alarmes antivol; certains, plus pauvres, collent des bouteilles cassées sur les rebords de leurs murs pour éloigner les intrus.



— Nos informations en page A 5

## Yves Jacques à Chaillot

Paris permet au comédien québécois de jouer enfin son propre personnage

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Chaque jour, vers 15h, le rythme cardiaque d'Yves Jacques s'accélère. C'est à cette heure que, depuis un mois, il franchit la petite porte de l'entrée des artistes du Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, à l'ombre de la tour Eiffel. Il dévale ensuite l'escalier, inscrit son nom dans un grand registre et longe un corridor sombre en jetant un œil aux photos de célébrités suspendues aux murs. Puis il monte dans l'ascenseur où, dit-on, Gérard Philippe avait l'habitude d'avaler un sandwich en vitesse avant de se rendre aux répétitions. Plus tard dans sa loge, en enfilant les boutons de manchette de son costume, il ne peut s'empêcher de penser que Jean Vilar, le fondateur du Théâtre national de Chaillot, les a peut-être déjà portés.

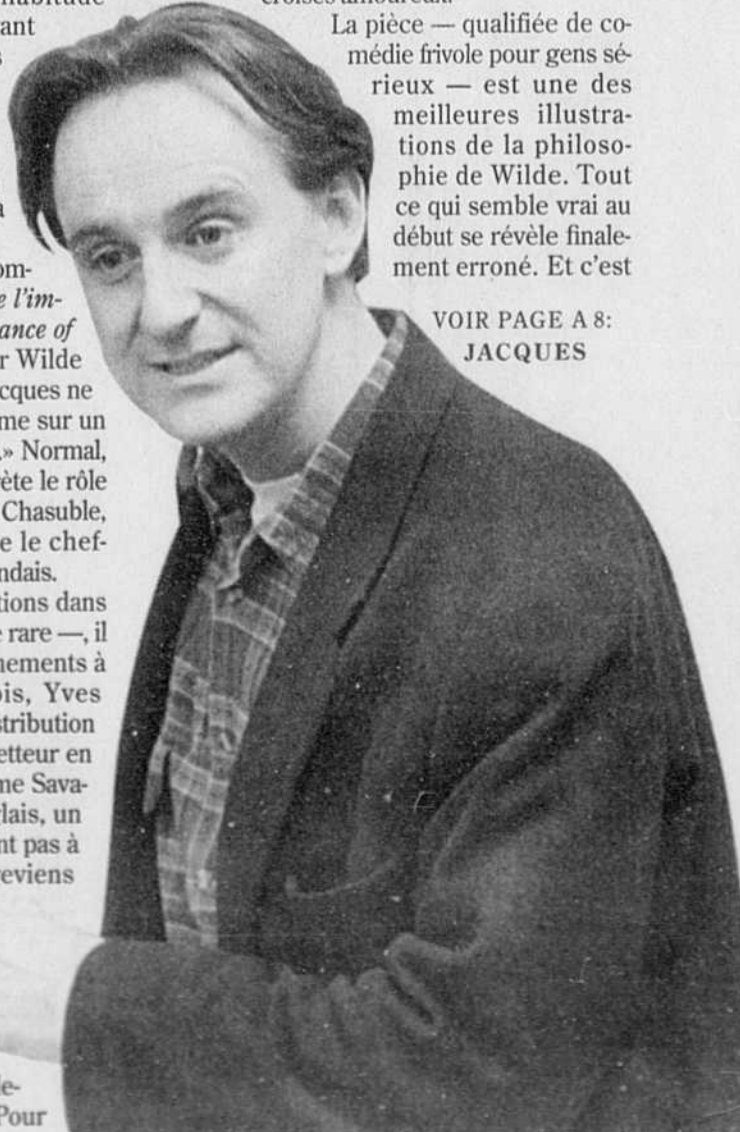
Disons-le tout net, depuis qu'ont commencé les répétitions de la pièce *De l'importance d'être Constant* (The Importance of Being Earnest), la comédie d'Oscar Wilde qui débute mercredi à Paris, Yves Jacques ne porte plus à terre. «Je me sens comme sur un nuage», dit-il. Je suis en état de grâce. Normal, dira-t-on, pour quelqu'un qui interprète le rôle d'un pasteur protestant, le chanoine Chasuble, dans ce qui est considéré comme le chef-d'œuvre comique du dramaturge irlandais.

Après quatre semaines de répétitions dans les décors et en costumes — un luxe rare —, il ne reste plus que quelques enchaînements à mettre au point. Depuis un mois, Yves Jacques travaille au milieu d'une distribution internationale comme les aime le metteur en scène et directeur de Chaillot, Jérôme Savary: six Français, un Suisse, un Anglais, un Québécois! Mais tout cela ne parvient pas à dépayser Yves Jacques: «Je n'en reviens pas. C'est exactement comme si je montais sur la scène du TNM. J'ai l'impression de jouer avec Rémy Girard!» Jérôme Savary avait confié l'an dernier le rôle de Mère Courage à Katharina Thalbach, une Allemande qui ne parlait pas français. Pour

interpréter Algernon (un rôle proche de Wilde), il a choisi cette fois le jeune Britannique Rupert Everett. Comédien du film *Prêt à porter*, de Robert Altman, Everett jouera pour la première fois en français. En tête d'affiche aussi: Samuel Labarthe, qu'on a vu dans *L'Accompagnatrice* de Claude Miller. Entre ces deux garnements frais émoulus d'un collège britannique, Yves Jacques joue le rôle d'un curé débonnaire qui observe leurs chassés-croisés amoureux.

La pièce — qualifiée de comédie frivole pour gens sérieux — est une des meilleures illustrations de la philosophie de Wilde. Tout ce qui semble vrai au début se révèle finalement erroné. Et c'est

VOIR PAGE A 8: JACQUES



INDEX	MÉTÉO
Agenda .....B11	Montréal
Avis publics.....C6	Ensoleillé.
Classées.....C7	Max: -18
Culture.....B1	Demain: ensoleillé.
Économie.....C1	Max: -13
Éditorial.....A6	Québec
Le monde.....C5	Ensoleillé.
Mots croisés.....C7	Max: -18
Les sports.....C8	Demain: ensoleillé.
	Max: -13
	Détails en C 7

## • LES ACTUALITÉS •

Souhaits du Nouvel An

# La réduction du temps de travail, la priorité de la FTQ



Clément Godbout, président de la FTQ, et Henri Massé, secrétaire général.

LIA LÉVESQUE  
PRESSE CANADIENNE

La réduction du temps de travail comme moyen de créer des emplois figure en tête de liste des priorités de la FTQ pour 1996.

Il faut que 1996 constitue «l'année du grand débloqué au Québec, le début d'un grand chantier qui pourra donner de l'ouvrage aux sans-emploi, aux jeunes», souhaitait hier le président de la centrale syndicale, Clément Godbout, dans son message du Nouvel An.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, a déjà élaboré sa position sur la réduction du temps de travail lors de son dernier congrès.

Ses syndicats membres se sont engagés à promouvoir divers moyens de créer ou d'au moins maintenir des emplois: réduire la semaine de travail, favoriser les préretraites, diminuer le nombre d'années d'ancienneté nécessaires pour obtenir plus de vacances, permettre des congés-éducation, limiter les heures supplémentaires, etc.

M. Godbout fait valoir que le seul fait de réduire de moitié les heures supplémentaires effectuées au Canada permettrait théoriquement de créer 80 000 emplois.

À la Fédération des travailleurs du Québec, on aimerait que les salariés aient le droit de refuser de faire des heures supplémentaires et qu'un maximum de 100 heures par année soit établi.

La FTQ, qui était réticente à cette idée dans les années 1980, est maintenant prête

«à considérer» que l'État rende obligatoire la retraite à 65 ans.

Cette idée a été soulevée par le premier ministre Jacques Parizeau lui-même dans l'un de ses derniers messages avant de quitter l'Assemblée nationale. Depuis, elle a été reprise par les jeunes péquistes et les étudiants d'université, qui y voient une façon de créer des emplois pour les jeunes.

Le secrétaire général de la FTQ, Henri Massé, insiste cependant pour qu'on s'assure que ceux qui devront prendre leur retraite à 65 ans auront les moyens de le faire avec le régime public. La tendance, au fédéral, est plutôt à l'inverse, certains évoquant même la possibilité de repousser l'âge de la retraite à 67 ou 68 ans.

En plus de ces moyens de réduire le temps de travail, la FTQ tient à une réforme de la fiscalité pour instaurer davantage d'équité.

«On ne redressera pas les finances publiques s'il n'y a pas de stratégie en matière d'emploi», plaide M. Godbout, qui compte bien faire mousser cette théorie lors de l'éventuel sommet socioéconomique que convoquera Lucien Bouchard s'il est désigné premier ministre.

Pour 1996, la FTQ, qui a déjà signé des protocoles de solidarité et de non-maraudage avec la CSN d'une part et la CEQ d'autre part, souhaite pousser plus loin la cohésion à trois. La CSN et la CEQ poursuivent leurs pourparlers en ce début d'année.

La FTQ représente 475 000 travailleurs au Québec, soit 41 % des syndiqués québécois.

EN BREF

### LA MORTE SE PORTE MIEUX

Londres (Reuter) — Une sexagénaire britannique est revenue hier de l'antichambre de la mort dans un hôpital d'Huntingdon, dans l'est de l'Angleterre. Déclarée morte et conduite à la morgue de l'établissement aux premières heures du Nouvel An, Daphne Banks allait être déposée dans un tiroir réfrigérant lorsque les employés de l'hôpital se sont aperçus qu'elle respirait encore. Placée sous soins intensifs, la sexagénaire se remet plus vite que les employés de la morgue encore sous le choc, a annoncé une porte-parole de l'hôpital.

### LE «PARRAIN DES PARRAINS» INCULPÉ

Caltanissetta, Sicile (Reuter) — Le «parrain des parrains» de la mafia, Salvatore Riina, a été inculpé hier du meurtre de Paolo Borsellino, le magistrat antimafia assassiné en 1992. Outre Riina, arrêté en 1993 après 24 ans de clandestinité, dix-sept suspects seront renvoyés devant un tribunal à partir du 14 mai. Le 19 juillet 1992, l'explosion d'une voiture piégée avait tué le procureur Borsellino et cinq gardes du corps moins de deux mois après l'assassinat de son prédécesseur à la tête de la lutte contre la mafia, Giovanni Falcone. Les dépositions de repentis, dont le propre chauffeur de Riina, ont rendu possible ce nouveau chef d'inculpation notifié hier au parrain emprisonné. Le procès se déroulera dans la salle fortifiée où Salvatore Riina, dit «Le Monstre», et 40 personnes répondent en ce moment de l'assassinat de Giovanni Falcone. Pietro Aglieri, que la police soupçonne d'avoir remplacé Riina à la tête de la mafia, sera également jugé par contumace. Il est en fuite depuis 1989.

### RÉACTEUR STOPPÉ

Kiev (AP) — Le réacteur numéro trois de la centrale nucléaire de Youtnoukraiinsk, dans le sud de l'Ukraine, a été arrêté en raison d'une défaillance du système de refroidissement d'urgence. L'incident a eu lieu mercredi, mais les autorités ne l'ont rendu public que vendredi. De la vapeur radioactive a été libérée durant cet incident, mais elle est restée à l'intérieur de l'abri hermétique du réacteur et n'a présenté aucun danger pour le personnel, a affirmé Alexander Nepomnyachtchy, porte-parole du Comité ukrainien de surveillance nucléaire. La fuite a été provoquée par une rupture de conduite. L'incident a été classé au niveau un de l'échelle des dangers nucléaires potentiels, qui en compte sept. Le réacteur doit être remis en service mercredi prochain.

### COUP DU SORT

Sort, Espagne (AP) — Le village de Sort, dans les Pyrénées espagnoles, porte bien son nom. En catalan, la langue locale, «sort» signifie «chance». C'est à Sort qu'a été acheté le billet gagnant du gros lot du dernier tirage de la Loterie nationale: chaque dixième du billet rapporte 24 millions de pesetas (un million de FF), sur un total de 6,82 milliards de pesetas (273 millions de FF) pour ce tirage spécial de fin d'année. Et c'est déjà à Sort qu'avait été acheté le billet du gros lot de 1994... C'est l'euphorie depuis hier à Sort, village d'un millier d'habitants, où l'on ignore cependant les identités des heureux vainqueurs — les billets étant souvent achetés non pas entiers mais par dixièmes. «Il y a de la joie dans l'air. Les gens ont des problèmes de factures et de fins de mois, ici où le chômage est important. Et en cinq minutes, avec un billet gagnant, tout est résolu», a commenté le gerant de l'unique bureau de vente des billets, Xavier Gabriel, qui précise cependant qu'il ne fait pas partie des gagnants — ni hier, ni il y a deux ans.

### LE MIRAGE DE L'AMOUR

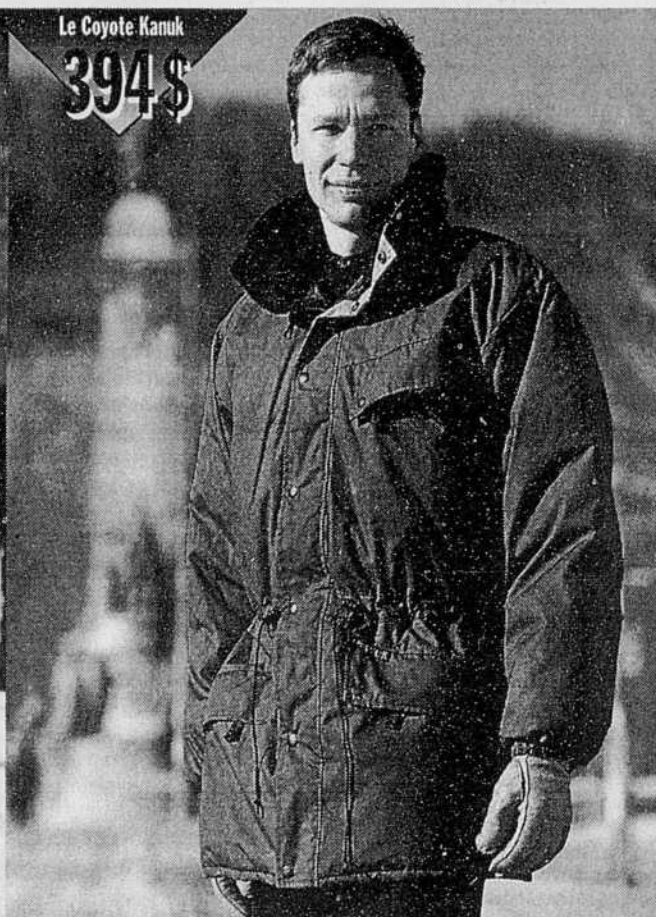
New Delhi (Reuter) — Le patriarche de Singapour, Lee Kuan Yew, a estimé hier que devenir amoureux n'était qu'un mirage occidental qui s'évanouissait dès la naissance du premier enfant. «Je suis le produit d'un mariage arrangé», a-t-il exulté devant un auditoire enthousiaste d'hommes d'affaires indiens de New Delhi où l'homme d'État, premier ministre pendant trente ans jusqu'en 1990, poursuit une mission économique. «Être amoureux, c'est un mirage occidental. Vous vous en relevez avant même la naissance de votre premier enfant», a-t-il ajouté. À ses côtés, son épouse souriait d'approbation.

### DIANA A ÉCRIT À ELIZABETH

Londres (AP) — Contrairement à l'impression donnée jusqu'à présent, Diana a bien répondu à la lettre de la reine Elizabeth l'appelant à un divorce rapide avec le prince Charles, a rapporté hier la BBC. Qui plus est, la princesse de Galles a répondu dans les 24 heures. Dans sa réponse manuscrite, la princesse de Galles remerciait la reine pour l'intérêt qu'elle porte à cette affaire et pour avoir reconnu que Diana devait prendre son temps avant de prendre une décision sur le divorce.



## Profitez de chaque minute de l'hiver, bien au chaud dans un manteau Kanuk!



Conçus et confectionnés au Québec pour votre confort tout l'hiver

- Isolant gonflant de qualité supérieure et parfaitement stabilisé
- Coupe différentielle et confection Kanuk
- Capuchon escamotable dans le col.
- Grand col enveloppant ou col montant
- Rabat protège-lèvres en polar
- Coudes préformés pour l'aisance
- Poignets bloquant l'infiltration de neige
- Coutures garanties sans condition!

Vous porterez votre Kanuk avec plaisir tout l'hiver, année après année!

**GRATUIT!**  
DEMANDEZ LE  
CATALOGUE KANUK  
tél. : 527-1640  
fax : 948-4442  
ou postez ce coupon à : Catalogue Kanuk  
752 Rachel est, Montréal H2J 2H5

Nom .....  
Adresse .....  
Ville .....  
Code postal .....

